

Coordination ou coopération? L'UE tente de s'attaquer aux prix élevés du gaz

Avec l'interruption de l'approvisionnement en gaz russe et l'arrivée de l'hiver, la Commission européenne (CE) a publié ses dernières propositions (18-10-2022) visant à lutter contre les prix élevés de l'énergie et à plafonner le prix du gaz naturel. Plus tôt, la présidente de la CE, Ursula Von der Leyen, avait déclaré « un corridor de prix décent avec des fournisseurs fiables, une limite sur le prix du marché, éliminant les pics et la spéculation au niveau du TTF (principale bourse de gaz européenne); et un découplage partiel des prix du gaz dans la formation du prix de l'électricité ».



DR MICHEL INGENBLEEK

associé

SUR L'AUTEUR

Dr Michel Ingenbleek est associé depuis 2020 chez C&S Partners, expert dans l'énergie. Auparavant, il a passé près de vingt-cinq ans à des postes de direction en tant que vice-président chez CGI, Technip et Subsea 7, avec des responsabilités mondiales en matière de stratégie, d'opérations et de développement ainsi que des fonctions financières en Europe, en Amérique du Nord, au Moyen-Orient et en Asie. Il a obtenu un doctorat à Oxford Institute for Energy Studies et un MBA en Corporate Finance à Henley Business School.

L'invasion russe oblige l'UE à se pencher sur sa sécurité d'approvisionnement

Depuis le début de l'invasion russe jusqu'à aujourd'hui, les débats ont porté sur les prix élevés de l'énergie et en particulier sur le prix du gaz naturel. Ils ont commencé le 24 février avec des mesures d'urgence afin de réduire la dépendance énergétique et d'atténuer l'impact des prix de l'énergie et ont abouti sur le fait que l'UE n'était pas immédiatement en danger. En a découlé un premier accord provisoire portant sur le stockage du gaz avec un remplissage minimal de plus de 90 % pour les hivers prochains. L'objectif est de garantir la sécurité de l'approvisionnement tout en éliminant la dépendance au gaz russe. L'étape suivante a consisté en un accord sur une réduction volontaire de 15 % de la demande par les États membres. Le règlement prévoit la possibilité pour le Conseil de déclencher une « alerte de l'Union » sur la sécurité de l'approvisionnement, auquel cas la réduction de la demande de gaz deviendrait obligatoire.

L'adoption de ces règlements a eu plusieurs résultats. Avec une capacité de stockage de l'UE d'environ 93 milliards de mètres cubes (BCM), une production intérieure de 104BCM, du gaz non russe acheminé par gazoducs de 28BCM, du gaz russe de 19BCM et du GNL de 93BCM versus une demande

de 282BCM (ajustée en fonction d'une réduction volontaire de 15 % de la part de l'UE) pourrait laisser l'UE avec 55BCM à la sortie de l'hiver. Cela laisse une marge de manœuvre si l'approvisionnement russe venait à s'arrêter complètement ou si un hiver rigoureux venait à se produire, mais pas pour ces deux scénarios simultanément. Cependant, cela a un prix. Outre les chocs d'approvisionnement liés à la guerre en Ukraine, l'entretien des pipelines Nord Stream d'abord, puis l'entretien des infrastructures en Norvège, la réduction des flux et le mystérieux sabotage des Nord Stream 1&2 ont entraîné d'importants mouvements à la hausse des prix. À cela s'est

Un plafonnement des prix ne résoudra pas le problème de fond, à savoir une fourniture du gaz au bon endroit

ajouté l'objectif ambitieux de stockage fixé par l'UE, qui a entraîné une hausse des prix en été ainsi qu'une surenchère des pays de l'UE pour atteindre cet objectif de stockage. Cet objectif atteint, nous constatons une baisse significative du prix spot de 354 euros (25-08-2022) à 127 euros (21-10-2022).

Plafonnement des prix

Un plafonnement des prix peut être interprété de différentes manières et sa mise en pratique n'est pas claire pour l'instant. Un plafond sur la tarification de détail conduit les gouvernements à devoir combler le fossé entre le prix de gros et le prix au détail. Une autre hypothèse sur le prix est que le découplage du gaz pour la production d'électricité, comme cela a été fait en Espagne et au Portugal en juin dernier, pourrait entraîner une augmentation de la consommation de gaz s'il était déployé à l'échelle de l'UE. Il faut garder à l'esprit que les gouvernements dépensent déjà des sommes considérables pour soutenir les « petits », comme un paquet de 200 milliards d'euros en Allemagne ou des mécanismes de soutien financier aux Pays-Bas et en France. Toutefois, la nationalisation de géants comme Uniper en Allemagne ou EDF en France indique que des limites financières commencent à apparaître.

La fin du marché libéralisé du gaz?

Il a fallu près de trois décennies pour créer un marché ouvert du gaz naturel. Les écarts de prix au sein de l'UE régulent les flux de gaz entre les États membres. Le mécanisme proposé, qui établit une limite de prix dynamique, bloque les signaux de prix « réels » et

LES POINTS CLÉS

- Un plafonnement des prix de gros entraînera la vente de gaz en dehors de l'UE, et détériorera les prix des plateformes, mettant fin au marché libre et concurrentiel du gaz.
- Le plafonnement des prix de détail aura pour conséquence que les gouvernements devront combler l'écart entre les prix de gros et de détail.
- Le découplage des prix du gaz dans la formation des prix de l'électricité a fonctionné à petite échelle en Espagne et au Portugal, mais a entraîné une augmentation de la consommation.
- Une approche commune de l'UE pour l'achat de gaz pourrait bénéficier d'accords portant sur de grands volumes dans le cadre de contrats à long terme, tout comme le remplissage coordonné des installations de stockage.
- L'optimisation des interconnexions est essentielle pour réduire la congestion du réseau et consolider les mécanismes de tarification des plateformes.

met donc fin *de facto* aux prix non réglementés. De plus, si la limite de prix est atteinte, cela signifie qu'il y a plus de demande que d'offre, et si cela se produit dans plusieurs États membres simultanément, il n'y a pas d'incitation du marché à assurer un flux de gaz transfrontalier *via* des différences de prix. Le Premier ministre norvégien Jonas Gahr Støre a d'ailleurs déclaré : « Nous abordons les discussions [avec l'UE] avec un esprit ouvert, mais nous sommes sceptiques à l'égard d'un prix maximum pour le gaz naturel, un prix maximum ne résoudrait pas le problème fondamental, à savoir qu'il y a trop peu de gaz en Europe ». Il est avancé que le TTF a peut-être perdu sa représentativité et ne reflète plus exactement le prix des transactions de GNL

Améliorer les interconnexions entre hub gaziers est plus important que de plafonner les prix

sur le marché européen, en raison des goulots d'étranglement dans les pays de l'UE disposant d'une capacité de regazéification. Il convient donc d'être prudent dans la mise en œuvre d'un plafonnement des prix et/ou d'un nouvel indice de référence du GNL basé sur les transactions. Si les prix du marché sont plus élevés en dehors de l'UE, cela suggère que le gaz ne sera pas livré à l'intérieur de l'UE, ce qui perturbe la sécurité de l'approvisionnement. Un plafonnement des prix du GNL peut signifier pas de GNL! Dès que nous serons en compétition, par exemple, avec Japan Korea Marker (JKM) ou tout autre acheteur (asiatique) payant plus cher – transport compris –, l'UE sera perdante.

Coopération sur les approvisionnements

Cela ne signifie pas qu'aucune action ne doit être entreprise. Les approvisionnements en gaz russe ont considérablement diminué, tombant à 9 % de l'approvisionnement par gazoduc en septembre 2022 et à 14 % si l'on inclut le GNL, alors que la part du gaz russe par gazoduc était de 41 % et de 45 % en 2021. Pour faire face à ces changements, de nouveaux accords avec l'Égypte, Israël et l'Azerbaïdjan ainsi que des accords plus anciens avec la Norvège et les États-Unis ont solidifié des partenariats d'approvisionnement à long terme. Il est donc impératif de rendre immédiatement opérationnelle la plateforme commune d'achat de gaz de l'UE afin d'éviter la surenchère et l'entrave à la sécurité de l'approvisionnement. Nous devons coordonner le remplissage des stocks de gaz de l'UE en 2023 et 2024 afin d'éviter les contraintes du réseau interne dans la « zone de prix élevés » du nord-ouest de l'Europe et adopter une approche unifiée pour solliciter des partenaires fiables : en plus de la task force UE-Norvège, envisager l'Algérie, l'Azerbaïdjan, la Libye, le Nigeria, les États-Unis (nous pourrions peut-être discuter davantage du « freedom gas ») et le Qatar. Dans ce cadre, discuter de contrats de gaz à moyen et long terme pourrait être bénéfique tant pour le producteur que pour le consommateur.

Coordination sur les prix

La CE pourrait passer un contrat avec un prestataire de services pour organiser les achats groupés par agrégation de la demande au niveau de l'UE, en regroupant les besoins d'importation de gaz et en recherchant des offres sur le marché pour

répondre à la demande. Elle a, en outre, l'intention d'élaborer un référentiel de prix avec l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie (Acer). Cependant, nous ignorons comment elle pourrait superviser un mécanisme permettant de mettre fin à une augmentation de la demande due à une baisse des prix en la vendant en dehors de la région. Un mécanisme qui aura aussi pour fonction de coordonner, concevoir et contrôler les systèmes, les processus et les finances nécessaires pour que la limite de prix dynamique (collar) fonctionne.

Conclusion

Les débats et les articles qui ont été publiés ont montré qu'il n'existe pas de solution unique pour résoudre le problème. La demande de gaz est toujours présente et la question de savoir dans quelle mesure l'UE aurait dû envisager des scénarios de demande de réduction des combustibles fossiles plutôt qu'un désir de décarbonisation rapide semble évidente maintenant – d'autant que les solutions renouvelables ne sont pas encore assez matures et volumineuses pour jouer un rôle. Le stockage est rempli à un niveau souhaitable et les dieux de la météo ont été favorables. Les achats de gaz non coordonnés doivent être abordés, tout comme l'infrastructure manquante ainsi que les flux bidirectionnels entre les États membres pour niveler l'écart de prix entre le GNL et le gazoduc. Si l'UE continue sur la voie d'un référentiel de prix alternatif et d'un plafonnement des prix, il est vraiment urgent de faire ce travail avant l'été prochain, lorsque le stockage pour l'hiver prochain recommencera. Alors, quelle est la prochaine étape? le diesel? le gazoduc mid-CAT? l'hiver 2023-2024? ♦